

MOŠA PIJADE

LA FABLE
DE
L'AIDE SOVIÉTIQUE
A
L'INSURRECTION NATIONALE
YOUgoslave



LE LIVRE YOUGOSLAVE
1950

Prix: 30 fr.

MOŠA PIJADE. — LA FABLE DE L'AIDE SOVIÉTIQUE A L'INSURRECTION NATIONALE YOUGOSLAVE

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7

LA FABLE DE L'AIDE SOVIÉTIQUE
A L'INSURRECTION NATIONALE
YUGOSLAVE

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7

MOŠA PIJADE

LA FABLE
DE
L'AIDE SOVIÉTIQUE
A
L'INSURRECTION NATIONALE
YUGOSLAVE



LE LIVRE YUGOSLAVE
1950

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7

côté des dirigeants de Moscou dans leur lutte contre la Yougoslavie socialiste, et porter la première atteinte à la force et à l'influence des partis communistes dans les pays capitalistes. On lit dans cette lettre du 4 mai 1948 :

« Il faut aussi noter que les partis communistes français et italien ont devant la Révolution des mérites non pas moindres, mais plus grands que ceux du parti communiste yougoslave. S'il est vrai que les partis communistes français et italien ont jusqu'à présent des succès moindres que ceux du parti communiste yougoslave, l'explication n'en est pas dans quelques qualités exceptionnelles du parti communiste yougoslave, mais principalement dans le fait qu'après la destruction de l'état-major des partisans yougoslaves par les parachutistes allemands, en un moment où le mouvement de libération nationale en Yougoslavie traversait une crise grave, l'Armée soviétique vint au secours du peuple yougoslave, défit les occupants allemands, libéra Belgrade et créa ainsi les conditions indispensables pour l'accession du Parti Communiste au pouvoir. Malheureusement, l'Armée Soviétique n'apporta pas et ne pouvait pas apporter une telle assistance aux partis communistes français et italien. Si les camarades Tito et Kardelj prenaient en considération cette circonstance en tant que fait irréfutable, ils crieraien moins sur les toits leurs mérites, et se conduiraient de façon plus décente et plus modeste. »

La présente brochure ne se propose pas de discuter toutes les questions soulevées par le passage que nous venons de citer. Elle se limite à une seule question, à la question de l'aide matérielle de l'Union Soviétique à la lutte de libération

Avant-propos.

Dès le 4 mai 1948 — près de deux mois avant cet acte digne d'Erostrate que fut la publication de la Résolution du Kominform contre le Parti Communiste de Yougoslavie — dans une lettre portant les signatures de Molotov et de Staline et adressée par le Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, les dirigeants de l'Union Soviéto-allemande prétendaient que la libération de la Yougoslavie avait été l'œuvre de l'Armée Rouge. Ils prétendaient que c'était à l'aide fournie par l'Armée Rouge « aux Partisans yougoslaves » en automne 1944 qu'était due, non seulement la libération de la Yougoslavie du joug des occupants, mais aussi « la création des conditions indispensables pour l'accession au pouvoir du Parti Communiste ». Nous citerons ici le passage de cette lettre contenant ces affirmations, car on y trouve la première manifestation ouverte de cette révision de la théorie marxiste-léniniste de la révolution qui devait malheureusement, par la suite, devenir le credo des états-majors de tous les partis communistes qui se sont rangés du

des peuples de Yougoslavie. Car, partis d'abord de cette prétention relativement modeste d'une aide militaire apportée à cette lutte à partir de l'automne de 1944, les dirigeants de Moscou et leurs thuriféraires ont ensuite développé cette fable de l'aide soviétique, jusqu'au point d'avancer maintenant que même le soulèvement populaire yougoslave de 1941 contre les occupants n'aurait pas été possible sans l'assistance morale et matérielle de l'Armée Rouge. De la sorte, ils se targuent d'avoir fourni à la lutte de libération nationale de la Yougoslavie une aide matérielle qu'en fait ils *ne lui ont nullement fournie*, qu'ils *n'ont pas même voulu* lui fournir, de crainte de compromettre en le faisant les bons rapports qu'ils entretenaient avec le gouvernement « allié » du roi Pierre émigré à Londres, bien qu'ils eussent suffisamment de preuves que ce gouvernement menait une politique de trahison et de collaboration avec les occupants allemands et italiens contre le mouvement de libération nationale de Yougoslavie. Les documents authentiques publiés dans la présente brochure, et qui ne constituent qu'une petite partie de ceux que contiennent les archives de la section historique du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, démasquent complètement le mensonge de la prétendue aide matérielle soviétique, et font toute la lumière sur les motifs qui s'opposaient à ce que cette aide fut donnée au mouvement de libération nationale, tandis que jusqu'à l'automne de 1943 encore elle était offerte au roi Pierre et à son général traître Mihailovitch. Ces documents dévoilent toute l'hypocrisie des dirigeants soviétiques, qui aux demandes d'assistance de Tito répondaient par le mensonge de l'impossibilité technique et par de grandes phrases d'admiration pour l'Armée de Libération Nationale de Yougoslavie, alors qu'au même moment ils offraient cette assistance au général collaborateur Mihailovitch.

L'article publié ici sous forme de brochure ayant avant tout un caractère d'information, les commentaires y sont réduits à la plus stricte mesure. Mais les documents ont en eux-mêmes assez d'éloquence par les faits irréfutables qu'ils mettent au jour. Ils nous autorisent à retourner de plein droit aux dirigeants soviétiques la remontrance totalement infondée qu'ils nous ont adressée : Si les dirigeants soviétiques prenaient en considération des faits qui défient toute réfutation, ils crieraien moins sur tous les toits leurs mérites, et se conduiraient de façon plus décente et plus modeste. Mais, de leur part, ce n'est certes pas ce que nous pouvons attendre.

L'AUTEUR.

Cette année encore, la propagande kominformiste a saisi l'occasion de l'anniversaire de l'Armée Soviétique, le 23 février, pour répéter la légende selon laquelle c'est l'Armée Rouge qui a libéré la Yougoslavie, comme elle a libéré la Roumanie et la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, et ainsi de suite. Dans son rapport à une session du Comité Central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, Clément Gottwald a déclaré que la Yougoslavie avait été délivrée par l'Armée Rouge « du dehors » : ce « du dehors » n'est pas extrêmement clair, mais à vrai dire il nous importe peu de savoir ce qu'il signifie. Quand on va ressassant sans cesse une légende, il faut constamment y ajouter quelque chose ou tout au moins trouver des phrases nouvelles. Il y a à cela deux bonnes raisons. La première est qu'en Yougoslavie cette histoire-là n'a convaincu personne, et la seconde est que ses auteurs doivent s'efforcer eux-mêmes d'entretenir leur conviction sous peine de cesser eux-mêmes de croire à leurs propres inventions. C'est ce que démontrent tous les commentaires kominformiens de cette année. Mais nous

ne retiendrons ici que le commentaire de Radio-Bucarest.

Ce n'est d'ailleurs pas par un choix particulier que nous le retiendrons : ils sont tous tellement pareils ! La présente brochure est une réponse à l'adresse de tous en bloc, en tout cas à l'adresse de l'officine centrale bien plutôt qu'à l'adresse de ses filiales ou appendices.

Radio-Bucarest débute dans son commentaire par l'expression d'une profonde reconnaissance à l'Armée Soviétique de la libération de la Roumanie : et il faut avouer que non seulement il a raison, mais que la gratitude est une fort belle qualité. Autre chose est de savoir si la reconnaissance que mérite une libération oblige à faire cadeau au libérateur de sa liberté et de son indépendance : car c'est alors abandonner au « libérateur » précisément ce dont on le remercie. Il apparaît finalement qu'aujourd'hui plusieurs peuples (c'est-à-dire leurs dirigeants) font hommage à l'Union Soviétique de les avoir débarrassés de leur indépendance ! Après tout, c'est l'affaire des « libérés » eux-mêmes, et nous ne nous en mêlerons pas. Ayant ainsi accompli son devoir de reconnaissance pour la libération de la Roumanie, Radio-Bucarest traite ensuite les dirigeants de la Yougoslavie de falsificateurs de l'histoire, et les accuse d'user des plus vils mensonges quand ils prétendent que la libération de la Yougoslavie a été accomplie par les propres forces des peuples yougoslaves.

« Cependant — continue Bucarest — ce n'est pas la clique de Belgrade qui fait l'histoire. L'histoire, c'est le peuple qui la fait, et il connaît la vérité. » Cela veut-il dire qu'on reconnaît que les Yougoslaves ont fait eux-mêmes leur histoire dans la dernière guerre ? Si oui, cela n'a pu être que par leur

propre libération, car on ne va tout de même pas affirmer que les peuples qui ont fait l'histoire sont ceux qui ont attendu et obtenu leur libération de la part d'autres Etats et d'armées étrangères. « Il est clair — poursuit Bucarest, sans se donner d'ailleurs la peine de nous expliquer pourquoi c'est clair — que les peuples yougoslaves *ne pouvaient pas faire une insurrection* contre une pareille puissance. Mais après avoir assumé sa grandiose mission libératrice, l'Armée Soviétique fournit *une aide matérielle et morale au déclenchement de l'insurrection en Yougoslavie.* »

Voici donc trois affirmations : premièrement, que les Yougoslaves ne pouvaient pas déclencher eux-mêmes une insurrection contre une force telle que celle de l'Allemagne hitlérienne ; deuxièmement, que pour déclencher cette insurrection ils ont reçu l'assistance morale et matérielle de l'Armée Rouge ; et troisièmement que l'Armée Rouge leur a fourni cette assistance « après avoir assumé sa grandiose mission libératrice ». C'est-à-dire que le moment où cette prétendue assistance a été fournie aux Yougoslaves est indiqué par une phrase absolument vide de toute signification précise, et qui ne peut que provoquer la discussion. Quand, en effet, l'Armée Rouge a-t-elle « assumé sa grandiose mission libératrice » ? Est-ce le 22 juin 1941, le jour de l'attaque par traître de l'Union Soviétique par Hitler ?(1).

(1) Cette attaque a été qualifiée trahison parce qu'en la lançant Hitler foulait aux pieds le pacte de non-agression qui avait été conclu en août 1939 entre le Reich hitlérien et l'U.R.S.S., et dont Molotov, en le présentant à la ratification du Soviet Suprême, disait le 2 septembre 1939 : « Le pacte germano-soviétique de non-agression est un tournant dans l'histoire de l'Europe, et pas seulement de l'Europe. » Dix ans plus tard, c'est par les mêmes termes que les dirigeants soviétiques ont caractérisé les rapports de l'Union Soviétique et de la « République démocratique allemande ».

Est-ce le 3 juillet 1941, quand Staline a prononcé à la radio son discours bien connu ? Ou en décembre de la même année, quand l'Armée Rouge a sauvé Moscou ? Ou en décembre 1942, quand elle a remporté la grande victoire de Stalingrad ? Ou enfin en 1944, quand après avoir délivré l'Union Soviétique elle a transporté la guerre sur les territoires d'autres peuples ?

Il est manifeste que cette obscure phrase sur la mission libératrice assumée par l'Armée Rouge est placée là faute de toute preuve à l'appui de l'affirmation qu'une assistance a été fournie aux Yougoslaves pour le déclenchement de l'insurrection. Il en va de même des autres phrases par lesquelles le commentateur de Radio-Bucarest se soustrait à la désagréable nécessité de présenter des preuves quelconques. Voici comment il s'en tire :

« L'extraordinaire bravoure des combattants de l'Armée Soviétique, ses magnifiques victoires sur les aventuriers fascistes furent une constante impulsion pour les partisans yougoslaves. La certitude de la victoire de la justice était la certitude de la victoire de l'Armée Soviétique, et c'est ce qui faisait la force des partisans de Yougoslavie... » Après quelques autres assertions du même genre, le commentateur de Bucarest déclare : « En 1944, le char de l'armée hitlérienne dévalait déjà tout à fait la pente fatale. » Avec quelques phrases aussi creuses qu'embarrassées, il saute tranquillement de 1941 à 1944 ! Après quoi, il nous sert l'impudent mensonge de la fuite de l'Etat-Major suprême yougoslave en Italie, et bien entendu chez les Américains, en mai 1944.

Ce que Radio-Bucarest appelle la fuite en Italie, c'est le passage du maréchal Tito et de l'Etat-major de l'Armée de Libération nationale de Bosnie occi-

dentale dans l'île de Vis, à la suite de l'attaque manquée des parachutistes allemands sur le siège de l'Etat-Major suprême à Drvar en mai 1944. Le transfert de l'Etat-Major suprême à l'île de Vis avait été prévu et préparé bien avant l'attaque aéro-portée sur Drvar : en effet, après la capitulation de l'Italie en septembre 1943, et après la formation du gouvernement provisoire de la Yougoslavie nouvelle — le Comité National — en novembre de la même année, la position internationale de la nouvelle Yougoslavie exigeait que sa représentation suprême, le Présidium et le Comité National, de même que l'Etat-major suprême, fussent installés en un lieu leur permettant d'exercer leurs fonctions à l'abri des interventions de l'ennemi. L'île de Vis appartenait à la Yougoslavie et non à l'Italie, et elle avait été libérée des occupants dès la capitulation de l'Italie, en même temps que les autres îles yougslaves. De cette île, il était facile d'assurer la direction centrale des opérations de l'Armée de Libération Nationale dans toute la Yougoslavie, et en même temps de maintenir la liaison avec les Alliés, qui avaient constitué en Italie une base de ravitaillement et d'équipement de l'Armée yougslave de Libération Nationale. Celui qui, après l'attaque aéroportée sur Drvar, avait proposé que l'Etat-major suprême se transportât en Italie, c'était justement le chef de la mission militaire soviétique près l'Etat-major suprême : et c'est le maréchal Tito qui s'y était résolument opposé.

« Et c'est juste à ce moment le plus critique — poursuit Radio-Bucarest — qu'à la frontière de la Yougoslavie apparut l'Armée Soviétique » Ce qui revient à dire que *le moment le plus critique étant en mai 1944 l'Armée Soviétique apparut sur la frontière yougoslave en septembre ! Il fallut donc, ou bien que ce « moment le plus critique » fût fort peu critique pour que la solution de la crise pût attendre*

quatre grands mois, ou bien qu'il ne fût pas critique du tout.

Nous rappellerons ici — en passant — que s'il est vrai que l'Armée Rouge en octobre 1944 aidait à la délivrance de Belgrade, du Banat et de la Batchka, Molotov s'entendait avec Churchill et Eden pour le partage de la Yougoslavie en zones d'influences entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., sur la base « fifty fifty ». J'étais alors moi-même à Moscou, et je fus invité à une réception solennelle que donnait Molotov en l'honneur des ministres britanniques. Je vois encore Molotov venant à moi, le visage rayonnant, et me tapant sur l'épaule en disant que les affaires de la Yougoslavie allaient au mieux : il n'ajouta certes pas que ce mieux, c'était le partage de notre peau. Mais cette question du partage en sphères d'influence appartient moins au domaine de l'aide matérielle qu'à celui de l'aide morale : aussi ne nous y arrêterons-nous pas ici, la question de l'assistance morale constituant un chapitre à part et sur lequel nous aurons davantage à dire une autre fois. Ce qui ressort en tout cas du commentaire de Radio-Bucarest, c'est que le moral était en nous-mêmes, dans notre certitude de la victoire de l'Armée Rouge. Et comment aurait-il pu en être autrement ? Car enfin si le moral venait du dehors, du seul exemple donné par l'Armée Rouge, comment se fait-il que ce moral, venu de l'extérieur, n'ait pas eu d'effet aussi en Roumanie ou ailleurs hors de Yougoslavie ?

Nul n'ignore que c'est en juillet 1941 que les peuples de Yougoslavie ont déclenché leur insurrection, et nul n'a oublié ce qu'était alors la situation sur le front de l'Est, jusqu'en décembre de cette année, quand Hitler fut arrêté devant Moscou. On sait quelle ampleur avait atteint en ce moment déjà notre insurrection populaire générale, et quelle portion de

territoire yougoslave était déjà libérée et administrée par un pouvoir populaire organisé. Durant cette période critique de la lutte de l'Armée Rouge qui s'étend de juin à décembre 1941, alors que le calme régnait sur tous les autres fronts, la seule assistance morale dont on puisse parler, est celle que les Yougoslaves, du fait de leur lutte propre, apportèrent à l'Union Soviétique et à son armée. S'il n'y avait pas eu le Parti Communiste de Yougoslavie pour insuffler aux peuples yougoslaves non seulement la volonté de lutter pour leur propre libération, mais aussi la conscience de leur devoir d'aider au maximum l'Armée Rouge en retenant le plus grand nombre possible de divisions allemandes en Yougoslavie, il est certain que ce n'est pas précisément la situation telle qu'elle se présentait à ce moment-là sur le front de l'Est qui eût pu encourager les peuples yougoslaves à entrer dans la lutte et à s'insurger « contre une pareille puissance » ! Mais un Clément Gottwald ou une Anna Pauker ne sont pas de ceux qui peuvent comprendre une telle force morale, eux qui n'ont participé à la libération de leurs pays qu'en écoutant leurs appareils de radio, dans leurs appartements de Moscou. Aussi faut-il bien qu'ils cherchent, pour expliquer le déclenchement de l'insurrection nationale yougoslave, des moteurs « extérieurs ».

Le sage raisonnable de Radio-Bucarest, qui répète, bien sûr, la leçon apprise à Moscou, veut nous persuader en 1950 que nous autres en Yougoslavie *ne pouvions pas* en 1941 nous insurger contre « une pareille puissance ». Que nous l'ayons pourtant *fait*, c'est une autre affaire, mais c'est justement à cause de cette affaire que ledit raisonnable insiste sur l'impossibilité d'une insurrection yougoslave dans les circonstances d'alors, afin de rendre vraisemblable son invention d'une aide russe matérielle et morale

pour le déclenchement de l'insurrection. Au demeurant, même si par impossible quelqu'un réussissait à démontrer que les Yougoslaves ne pouvaient pas alors tenter une insurrection, il serait du même coup démontré que les Yougoslaves ont réalisé l'impossible : on ne saurait certes leur faire de plus bel éloge.

Mais est-il besoin de gaspiller des mots pour réfuter ces plates insanités ? Mieux vaut regarder de près ce que fut cette « aide matérielle » qu'on nous accorde maintenant si abondamment, la guerre finie, pour le déclenchement de notre insurrection de 1941. Nous allons voir si même, tout simplement, cette aide a existé.

1. Vaines demandes d'aide en 1942.

En février 1942, alors que notre Etat-major suprême se trouvait à Fotcha dans le sud-est de la Bosnie, nous convînmes avec Moscou qu'une aide nous serait expédiée par avions sur un terrain situé sur le Jabliak, au pied du mont Dourmitor en Monténégro. Nous reçûmes alors de Moscou la dépêche suivante :

« Il y a possibilité que dans un très proche avenir nous vous envoyions des hommes... Faites savoir de façon détaillée où peut atterrir notre avion. Quels signaux d'appel pouvez-vous lancer pour que l'avion puisse se poser exactement et facilement ? Avez-vous de l'essence pour avion ? »

Dépêche de Tito à Moscou :

« 17 février 1942.

« Nous avons un besoin urgent de médicaments, surtout contre le typhus. Au cours de l'offensive, 160 combattants ont eu les pieds gelés...

« Envoyez-nous des munitions, des armes automatiques, des chaussures et du matériel d'habillement pour les combattants. Envoyez par avion et lâchez par parachutes sur le Jabliak, près du Dourmitor en Monténégro. Il y a eu ici de nouvelles et grosses chutes de neige et les terrains sont improches à l'atterrissement, à moins que les avions soient munis de skis.

« L'Etat-major suprême se trouve dans la ville de Fotcha, sur le territoire libéré de Bosnie. Vos envois auraient une énorme portée morale et politique. »

Le même jour, 17 février 1942, Tito envoie encore une dépêche complémentaire :

« Me référant au télégramme relatif au parachutage d'armes et d'hommes sur le Jabliak en Monténégro, j'ajoute : L'endroit est parfaitement assuré, dans un territoire entièrement libéré. On peut immédiatement y lâcher des hommes et du matériel, et nous-mêmes allons tout de suite procéder à l'organisation de terrains d'atterrissement.

« En vue de l'atterrissement d'un grand avion, envoyez d'urgence un assez grand nombre d'armes automatiques diverses, des mitrailleuses, des munitions, du matériel de signalisation et des fusées, des canons légers d'infanterie avec leurs munitions. Orientation pour l'avion : latitude 43°8, longitude 16°48 est de Paris.

« A trois fusées rouges lâchées par vous, nous répondrons par trois feux à 50 mètres l'un de l'autre. Nous commencerons à partir du 23 février »

Dans une dépêche du 22 février, quand il était déjà convenu ferme que nous attendrions sur le Jabliak l'arrivée d'avions soviétiques à partir de la nuit du 23 février, Tito manda à Moscou, après avoir préalablement précisé les signaux que nous ferions aux avions pour le parachutage :

« Nous avons besoin d'urgence de munitions pour nos fusils de 7,9 mm et pour nos mitrailleuses « Zbrojovka » de 7,9 mm, ainsi que d'explosifs divers avec mode d'emploi ; ceci pour les destructions de voies ferrées et de ponts. Envoyer selon possibilités des machines infernales avec instructions, des fusées-signaux avec pistolets, des armes automatiques portatives et quelques mitrailleuses anti-aériennes, des jumelles d'officier, des boîtes à fumée artificielle. Envoyez-nous suffisamment d'équipements de combat et nous pourrons mobiliser encore 100.000 combattants.

« L'arrivée auprès de nous de quelques parachutistes aurait ici un énorme effet moral et politique. Ils seraient ici pleinement protégés. »

De Fotcha, l'Etat-major suprême ordonna à l'Etat-major du détachement du Dourmitor, sur le Jabliak, de prendre des mesures pour préparer l'arrivée des avions soviétiques, qui devaient être attendus à partir du 23 février. Par des estafettes, ce détachement fit savoir que tout était prêt. Néanmoins, Tito voulut que j'allasse moi-même sur le Jabliak, afin d'être absolument sûr que la chose serait organisée comme il fallait. J'arrivai au Jabliak le 22 février, donc la veille du jour où les avions devaient commencer à venir, en sorte que j'avais le temps de contrôler tous les préparatifs. Le vaste terrain, près du village de Yountcha Do, où nous attendîmes les

avions à partir du 23 février et pendant trente-sept nuits, était couvert d'une neige épaisse de deux mètres. On attendait sur le terrain nu, dans la neige; le terrain était à sept kilomètres du Jabliak, nous nous y rendions chaque nuit par un sentier frayé dans les champs de neige, et nous en repartions à l'aube. La troisième nuit, il y eut une effroyable tempête de neige, et comme ce soir-là j'étais resté au Jabliak, j'eus un moment peur que nos gens ne périssent de froid ; ils y restèrent deux heures, puis revinrent au Jabliak. Cela nous décida à construire une baraque dans laquelle les veilleurs pourraient à tour de rôle venir se reposer et se réchauffer. En trois jours, la baraque fut prête, et fort bien faite. Pour qu'elle eût assise sur le sol, nous avions dû déblayer la neige ; les tas de neige ainsi rejetée faisaient autour de la baraque un véritable mur blanc, au-dessus duquel n'étaient visibles que le faîte du toit et la cheminée ; l'ensemble avait un peu l'aspect du campement d'une expédition polaire. Non loin de la baraque se trouvaient quatre tas de foin, l'un au milieu, les trois autres autour de lui à des distances déterminées. Un veilleur restait auprès de ces tas de foin et devait, dès qu'il entendrait le bruit des moteurs d'avion, mettre le feu au tas central et tirer un coup de fusil. Le premier feu de foin était le signal d'appel pour les avions. Ceux-ci devaient répondre à ce signal en lâchant trois fusées, sur quoi le veilleur devait allumer aussitôt les trois autres tas, pour faire savoir aux avions qu'ils étaient arrivés à destination et qu'ils pouvaient lâcher les parachutes. Quant au coup de fusil, c'était un signal pour un autre veilleur, posté à mi-chemin entre le terrain de parachutage et le village : sa mission était, dès qu'il entendrait ce coup de fusil, d'avertir à son tour par un autre coup de feu le reste de nos gens — deux sections de trente hommes chacune — qui se trouvaient au repos au

village, d'avoir à se rendre au pas de course sur le terrain de parachutage

Pour conserver le secret de notre terrain, nous avions complètement interdit l'accès et la sortie du district de Chavnik. Cette mesure fut exécutée avec un remarquable succès, car nous avions dans le district des gardes de partisans très bien organisées, réparties en trente postes, sans compter des petits postes dans chaque village. La sauvegarde du secret était indispensable en raison de la présence des Italiens à Plévlié, d'où ils auraient pu faire envoyer des appareils italiens et compromettre le succès de notre entreprise.

Le 22 février, Tito envoya encore à Moscou la dépêche suivante :

« Quand on entendra vos avions dans le secteur du Jabliak, nous allumerons un grand feu, et vos pilotes devront alors répondre par trois fusées. Quand nous allumerons encore trois feux, que les pilotes lâchent les parachutes.

« Altitude du Jabliak : 1.500 mètres; du Dourmitor : 2.500 mètres. Attention au Dourmitor. »

J'étais en liaison permanente, par estafettes, avec l'Etat-major suprême à Fotcha, et l'on a conservé une série de lettres que nous échangeâmes durant cette période, Tito et moi.

Dans une lettre du 25 février, Tito m'écrivait entre autres choses :

« Je n'ai encore reçu aucune nouvelle du Grand-Père (2) au sujet de la visite. J'ai seulement reçu un télégramme très important dans

(2) C'est-à-dire de Moscou.

lequel il dit, ou plutôt il propose que l'Etat-major suprême des Partisans, au nom des peuples de Yougoslavie, adresse une proclamation à tous les peuples européens, et en particulier à la France et à la Tchécoslovaquie ; on y montrerait la nécessité de la lutte contre les occupants, l'exemple de la manière dont combattent les peuples de Yougoslavie, etc. Grand-Père demande notre avis à ce sujet, et dit qu'il pourrait donner à cette proclamation la plus large diffusion par la radio et par la presse. Il va de soi que j'ai aussitôt répondu en donnant notre accord, car c'est certainement un grand honneur pour notre Parti et notre mouvement de partisans. On espère que dans quelques jours cette proclamation sera publiée. »

La « visite » dont Tito parle dans cette lettre et dans d'autres, c'est l'arrivée attendue des avions soviétiques. Quant à la proclamation que Moscou nous suggérait d'adresser aux peuples d'Europe, voici le texte de la dépêche par laquelle Moscou, le 13 février, nous proposait de la lancer :

« Il serait souhaitable que l'Etat-major suprême des Partisans, au nom du peuple yougoslave, adresse une courte proclamation aux peuples des pays occupés, notamment de Tchécoslovaquie et de France. Dans cette proclamation, montrant comment votre peuple lutte pour sa liberté et son indépendance, l'Etat-major suprême ferait appel à ces peuples pour qu'ils ne produisent pas de matériel de guerre et ne livrent pas de matières premières et de ravitaillement au sanglant Hitler, pour qu'ils désorganisent de toutes les manières possibles sa machine de guerre, pour qu'ils développent un mouvement de partisans contre les occupants et

pour qu'ils contribuent de toutes leurs forces à la défaite totale de l'ennemi mortel de tous les peuples d'Europe — l'impérialisme fasciste allemand. Nous pourrions donner à une proclamation ainsi conçue la plus large publicité dans la presse et par la radio. Faites connaître votre avis. »

Tito répondit que nous acceptions la proposition et que nous l'approuvions d'enthousiasme. Voici sa dépêche du 23 février :

« Nous avons reçu votre télégramme du 13 février. Nous applaudissons à votre proposition de lancer une proclamation au nom de notre Etat-major suprême de l'Armée des Partisans et des Volontaires de Yougoslavie. Transmettez aussi cette proclamation par la voie radio-télégraphique en langue yougoslave ou anglaise, afin que nous la publions dans notre langue dans la presse. »

Ce que fut l'histoire de cette proclamation, nous le verrons plus loin. Mais nous pouvons dès maintenant poser une question : Cette dépêche, n'est-elle pas la preuve qu'à Moscou à cette époque, à la mi-février 1942, on considérait que notre lutte représentait un tel facteur moral dans la lutte contre Hitler qu'on jugeait utile de demander à notre Etat-major suprême une assistance morale, sous forme d'une proclamation adressée par lui aux peuples d'Europe ?

Parti pour le Jabliak avec la candide conviction que dès le 23 février j'aurais à accueillir des avions soviétiques, je manifestais dans mes lettres à Tito quelque impatience quand, plusieurs jours ayant déjà

passé, je n'en vis arriver aucun. C'est pourquoi Tito m'écrivait le 5 mars :

“ ... J'imagine bien que tu dois être impatient de cette attente vaine, mais il faut bien que tu te fasses à l'idée qu'il te faudra attendre encore assez longtemps. Cela ne va pas si simplement. Aujourd'hui encore j'ai adressé un appel d'urgence à Grand-Père, et j'espère avoir bientôt une réponse favorable.

“ ... Ne te décourage pas d'avoir encore à attendre. »

Et le 14 mars Tito m'écrivait encore :

“ Aie encore un peu de patience, car malgré tout j'espère la visite. »

« Comment expliquer le fait que ceux qui sont pour l'Angleterre réussissent à former des unités armées contre les détachements de Partisans ? Est-il possible qu'à part les communistes et leurs sympathisants il n'y ait pas d'autres patriotes yougoslaves avec lesquels vous puissiez combattre ensemble les occupants ? »

« Il est difficile d'admettre avec vous que Londres et le gouvernement yougoslave marchent avec les occupants. Il doit y avoir là quelque grand malentendu. Nous vous prions instamment de réfléchir sérieusement à l'ensemble de votre tactique et de votre activité et de vérifier si vous avez bien, pour votre part, fait tout le possible pour que se constitue un front national véritable et unique de tous les ennemis de Hitler et de Mussolini en Yougoslavie, en vue de la réalisation de la tâche commune — chasser ceux qui ont envahi et asservi le pays ; si vous n'avez pas encore fait cela, prenez d'urgence les mesures nécessaires et informez-vous. »

Répondant à une de mes lettres, Tito m'écrivait le 11 mars, quelques jours après la réception de la dépêche ci-dessus, ce qui suit :

« ... Ta remarque sur les collusions du gouvernement yougoslave de Londres, de Draja, de Néditch et des occupants est juste, mais Grand-Père a peine à le croire. Il y a quelques jours, j'ai reçu de lui une lettre très longue, où il me déclare qu'à la lecture de notre documentation il acquiert l'impression que notre mouvement de partisans va de plus en plus dans les eaux communistes, car comment serait-il possible, dit-il, que ceux qui sont pour Londres

2. Explications sur notre tactique.

Je vais citer ici une dépêche adressée de Moscou à Tito le 5 mars 1942, bien qu'à première vue elle ne semble pas avoir de rapports avec l'envoi d'aide par avions :

« En passant en revue toute votre information, on acquiert l'impression que c'est avec quelque (justification) (3) que ceux qui sont pour les gouvernements anglais et yougoslave soupçonnent que le mouvement des Partisans prend un caractère communiste et tend à la soviétisation de la Yougoslavie. Pourquoi par exemple avez-vous eu besoin de former spécialement une brigade « prolétarienne » ? À l'heure actuelle la tâche fondamentale et immédiate consiste à unifier tous les éléments anti-hitlériens afin de défaire les occupants et de conquérir la libération nationale

(3) Le mot n'a pas été bien déchiffré.

organisent les tchetniks. (4) contre nous. Il demande aussi pourquoi nous avons éprouvé le besoin de créer spécialement une brigade prolétarienne. Il demande que nous revisions notre politique et que nous constituions un large front de libération nationale. Je lui ai répondu brièvement et clairement que sur la base de nos rapports il a tiré des conclusions erronées, que nous avons un large front de libération nationale, seulement qu'il n'est pas formé avec les gens de la cinquième colonne, mais avec l'énorme majorité des vrais patriotes ; que les adeptes de Londres ne travaillent pas sous la firme de Londres, mais sous celle des occupants, c'est-à-dire de Néditch, en luttant contre nous ; que nous avons suffisamment de documents qui démontrent tout cela ; que la création de brigades prolétariennes était une indispensable nécessité au moment où le mouvement des Partisans était en danger d'être désagrégé par la cinquième colonne, et que les brigades prolétariennes ne se battent pas pour la soviétisation, mais que par leur héroïsme elles donnent l'exemple de la manière dont notre peuple doit lutter pour sa liberté et son indépendance. Il me semble que les gens de Londres manigancent là quelque chose, et je m'efforce maintenant d'envoyer quotidiennement des explications afin qu'ils n'aillent pas s'égarer quant aux événements de chez nous. Là-bas chez Grand-Père ils tiennent énormément compte de l'alliance avec l'Angleterre et l'Amérique, et aujourd'hui encore j'ai reçu en urgence une grande lettre, dans laquelle ils demandent à pouvoir apporter cer-

(4) Les tchetniks étaient les membres de l'organisation du général Draja Mihailovitch, ministre du gouvernement yougoslave émigré à Londres.

taines corrections à cette proclamation que je leur ai envoyée là-bas il y a deux jours pour l'opinion européenne. Ces corrections consistent en ceci, qu'en un ou deux endroits est mentionnée la puissante alliance de l'Angleterre, de l'Amérique et de l'U.R.S.S. dans la lutte contre Hitler, car moi je n'avais mentionné cette alliance qu'à un seul endroit. Outre cela ils demandent de supprimer mes trois acclamations à Staline, à l'Union Soviétique et à l'Armée Rouge. Ainsi, comme tu vois, cette alliance doit être popularisée, et nous nous battons contre les gens de la cinquième colonne, et contre tous ceux qui collaborent avec l'occupant et avec Néditch, non pas en tant que partisans de Londres, mais en tant qu'auxiliaires des occupants.

« Dans une autre lettre que j'ai aussi reçue aujourd'hui, Grand-Père mande certaines choses qui donnent à conclure que la visite aura quand même lieu, seulement il ne dit rien quant à la date. De toutes les choses dont tu parles dans ta lettre d'aujourd'hui, et en particulier de la famine au Monténégro, j'ai informé Grand-Père aujourd'hui... »

Voici la dépêche de Moscou, du 10 mars, dans laquelle sont demandées certaines corrections dans le texte de la proclamation que nous avions envoyée :

« Pour que votre proclamation ait l'effet désirable, il faudrait y modifier certains passages qui actuellement lui donnent un caractère de parti. Je propose :

« I) Au commencement du deuxième alinéa, supprimer les mots « qu'a organisé le Parti Communiste » ;

A quel point toute l'attitude de Moscou à l'égard de notre lutte était commandée par la peur de déplaire à cause de nous aux Anglais et aux Américains, et même au gouvernement « allié » des émigrés yougoslaves de Londres, on le voit dans la dépêche suivante, reçue de Moscou au commencement de mars 1942 :

« La défaite des bandits fascistes et la libération du joug des occupants, voilà ce qui est maintenant la tâche fondamentale, la tâche qui passe avant toutes les autres tâches. Prenez en considération que l'Union Soviétique se trouve en relations contractuelles avec le roi et le gouvernement yougoslaves, et qu'une prise de position ouverte contre eux créerait de nouvelles difficultés dans les efforts de guerre communs et dans les rapports entre l'Union Soviétique d'une part, l'Angleterre et l'Amérique de l'autre. Ne considérez pas votre lutte de votre seul point de vue national, mais aussi du point de vue international de la coalition anglo-soviéto-américaine. En renforçant de toutes les manières vos positions dans la lutte de libération nationale, montrez en même temps davantage d'élasticité politique et de capacité de manœuvre. Nous sommes tous enthousiasmés de votre lutte héroïque, et du fond du cœur nous nous réjouissons de vos succès. Nous popularisons largement votre lutte dans tous les pays, ce qui provoque à juste titre l'enthousiasme des peuples qui luttent contre le fascisme et des personnalités jouant un rôle dans la vie publique, et sert aussi de magnifique exemple à la résistance du peuple dans les autres pays occupés. Nous vous souhaitons de surmonter héroïquement les difficultés à venir, et de remporter de nouveaux et grands succès. Je serre vigoureusement vos mains viriles. »

“ 4) A la fin du quatrième alinéa, ajouter : « Hitler ne triomphera pas de la puissante coalition de l'Amérique, de l'Angleterre et de l'U.R.S.S., autour de laquelle se serrent tous les peuples épris de liberté » ;

“ 3) Changer la fin du dernier alinéa ainsi : « La victoire de l'héroïque Armée Rouge est la victoire de tous les peuples d'Europe, mais nous devons lutter nous-mêmes pour aider de toutes les manières possibles la juste cause de l'U.R.S.S., de l'Angleterre et de l'Amérique et pour hâter par là même notre propre libération » ;

“ 4) Ne mettre que deux mots d'ordre : « Vive la lutte unique de tous les peuples opprimés contre les occupants », et « Vive notre victoire sur l'ennemi commun ».

A ces propositions, Tito répondit par une dépêche du 11 mars, où il disait entre autres choses :

“ Nous sommes entièrement d'accord avec vos remarques sur la nécessité de corriger la proclamation. Nous vous prions de faire vous-mêmes ces corrections et de nous faire savoir quand nous pourrons la publier chez nous. »

Les mots d'ordre de notre proclamation qui furent supprimés à la demande de Moscou étaient ceux-ci :

“ Vive l'insurrection de tous les peuples asservis d'Europe contre les occupants !

“ Vive l'héroïque Armée Rouge !

“ Vive le camarade Staline !

“ Vive l'Union Soviétique ! »

qui est le principal obstacle à qui nous devons de n'avoir pas reçu d'aide jusqu'à présent, et non pas notre politique.

« Toi, continue d'attendre, car il reste à voir comment vont se terminer les pourparlers entre le gouvernement soviétique et le gouvernement yougoslave. »

On voit par là que dès lors nous nous rendions bien compte que si les avions soviétiques n'arrivaient pas, la cause n'en était pas une impossibilité technique, mais bien le fait que Moscou considérait qu'il valait mieux ne pas donner à notre lutte une aide matérielle, ni même une aide morale trop ouverte, que de risquer de déplaire au gouvernement yougoslave « allié » et à Pierre Karageorgévitch. Nous nous forçions néanmoins à croire qu'il s'agissait de quelque impossibilité technique.

Voici la dépêche de Moscou, du 22 mars 1942, relative à la décision d'ajourner la publication de notre proclamation :

« Pour Tito (personnellement). Ayant délibéré au sujet de la publication de la proclamation de l'Etat-major suprême, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la cause, de retarder temporairement la publication jusqu'à ce que soient définitivement éclaircies certaines questions dans les rapports entre le gouvernement soviétique et le gouvernement yougoslave. Le moment de la publication vous sera communiqué en temps utile. »

D'un télégramme envoyé par Tito à Moscou le 9 mars 1942, et dans lequel il répondait à leurs

Revenant, à propos d'une de mes lettres, sur les critiques adressées par Moscou à notre ligne politique, Tito m'écrivait dans une lettre du 26 mars 1942 :

« Avec Grand-Père je ne me suis pas lancé dans d'abondantes explications. Je lui ai fait savoir qu'il avait tiré de mes rapports des conclusions erronées, car la situation est tout autre qu'il se la représente. En ce qui concerne les brigades [prolétariennes. — M.P.] je lui ai dit qu'il avait été nécessaire de les former, et qu'elles ont déjà joué jusqu'à présent un immense rôle dans la lutte populaire de libération. Je lui ai dit que les gens de la cinquième colonne s'étaient unis dans la lutte contre nous bien longtemps avant que nous ayons seulement pensé à créer des brigades [prolétariennes — M.P.], et que c'est justement ce fait qui nous y a incités... Il faut que tu saches que longtemps déjà avant le télégramme de Grand-Père, j'ai dit en exposant notre attitude que nous ne devons pas attaquer les partisans de l'Angleterre comme tels, mais comme valets de l'occupant, et que nous ne devons pas laisser la cinquième colonne nous détourner de la ligne de la lutte de libération nationale vers celle de la lutte de classe. Après cette explication, Grand-Père a cessé de s'occuper de cela. Mais il y a une autre raison qui fait que nous ne recevons pas de visite, et la voici : hier j'ai reçu un télégramme de Grand-Père où il nous fait savoir qu'on va attendre un peu avant de publier notre proclamation aux peuples d'Europe, jusqu'à ce que soient tirés au clair les rapports entre le gouvernement soviétique et le gouvernement yougoslave de Londres. Il ressort de cela que c'est le gouvernement yougoslave

critiques au sujet de notre tactique, je citerai seulement ce passage :

« Nous avons besoin d'armes et de munitions. C'est le meilleur moyen de créer un front de libération nationale. Il y a chez nous un nombre énorme de gens qui veulent se battre contre l'occupant, mais il n'y a pas d'armes. »

Ayant reçu la ferme réponse de Tito à leurs remontrances injustifiées, ceux de Moscou envoyèrent la dépêche suivante :

« Vous avez malheureusement mal compris notre télégramme. Nous ne vous avons adressé aucun reproche. A plus forte raison n'y a-t-il eu aucun racontar. Vous avez notre pleine et inébranlable confiance. Notre question n'avait qu'un but : Obtenir les explications nécessaires à propos de vos dernières informations. Quant au fait que la radio soviétique à destination de l'étranger (pour des raisons politiques) ne fait pas pour l'instant mention des tchetniks, c'est qu'il n'est pas expédient de souligner que la lutte est menée principalement contre les tchetniks. Il faut mobiliser l'opinion publique mondiale en premier lieu contre les occupants, et ne mentionner et démasquer les tchetniks qu'au passage. Cela, bien entendu, pour le moment présent. En ce qui concerne votre lutte héroïque et ses succès, nous les popularisons de toutes les manières, et cela, dans le domaine de la propagande, est essentiel. »
(Dépêche n° 78.)

**3. L'impossibilité technique comme motif
de l'absence d'aide en 1942.**

Le 19 mars, Tito envoyait à Moscou la dépêche suivante :

« Notre situation est critique en raison du manque de munitions. Nous vous prions de tout faire pour nous envoyer des munitions et du matériel de guerre. Faites savoir si nous pouvons l'espérer et quand. »

Le 20 mars, voici la réponse qu'il reçut de Moscou :

« Tous efforts sont faits pour vous aider en armements Mais il y a des difficultés techniques énormes. Quant à les surmonter à bref délai, il n'y faut malheureusement pas compter. Nous vous prions d'avoir cela en vue. *Avisez par tous les moyens possibles à vous procurer des armes chez l'ennemi et à tirer profit rationnellement des armes que vous avez.* »

Ainsi, il n'y eut d'aide matérielle ni en 1941, ni au printemps 1942. Or notre situation était alors telle, au Monténégro, qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de combattant qui eût plus de trois balles à tirer, tandis que les tchetniks du roi Pierre, richement approvisionnés par les Italiens, mettaient sur leurs caisses de munitions l'inscription : « Ne ménez pas les munitions. » Ils connaissaient notre pénurie de munitions, et nous appelaient pour cette raison « petmetkovitchi », « trometkovitchi » et « bezmetkovitchi », c'est-à-dire à peu près : « frères cinq-cartouches », « frères trois-cartouches » ou « frères sans-cartouches ».

A propos de la dépêche que je viens de citer, Tito m'écrivait dans une lettre du 29 mars :

« J'ai reçu aujourd'hui de Grand-Père un télégramme où il m'annonce qu'ils font là-bas tous leurs efforts pour nous aider en armes, mais qu'il y a des empêchements techniques énormes, et qui pour un certain temps assez court ne pourront encore pas être surmontés. Ils nous prient d'avoir cela en vue et de tâcher de toutes nos forces et par tous les moyens possibles de nous procurer des munitions chez l'ennemi (c'est-à-dire de les conquérir) et d'utiliser rationnellement ce que nous avons déjà.

« Ainsi, comme tu le vois, ils nous aideront volontiers dès que ce sera possible. Par conséquent, pour le moment, il n'est pas nécessaire pendant un certain temps de monter des gardes de nuit ; tu peux expliquer cela à nos hommes... »

Ayant reçu cette instruction, je rassemblai, le cœur lourd, nos deux sections (il y avait là des jeunes et des vieux) et je leur expliquai comme je pus pour-

quoi l'Union Soviétique ne pouvait pas pour le moment nous envoyer de l'aide. Je fis tout le possible pour qu'ils ne fussent pas trop déçus, et pour soutenir leur foi en la puissance de l'Union Soviétique, qui ne manquerait pas de nous aider quand même. Mais parmi eux les hommes d'âge mur, qui se rendaient bien compte des difficultés de notre situation du moment au Monténégro, et de la valeur qu'aurait eue le secours même le plus modeste (les tchetniks, au même moment, en recevaient à la fois des Italiens et des Anglais), pleuraient d'avoir à quitter les mains vides le lieu où nous avions vainement attendu trente-sept nuits.

Dans la nuit du 27 mars, j'étais couché dans la baraque avec la garde, tandis que plusieurs hommes étaient dehors à leur poste de veille. Vers minuit, les veilleurs entendirent un son de moteurs d'avions. Fous de joie, les hommes oublieront les signaux convenus et toutes les consignes, et au lieu d'allumer le tas de foin du milieu, ils mirent d'un seul coup le feu aux quatre tas, et au lieu d'un seul coup de fusil se mirent tous à tirer. D'autres accoururent m'appeler en criant : « Les voilà, les voilà ! » Je me précipitai dehors, et il me sembla moi aussi entendre un bruit de moteurs, mais à peine perceptible, et seulement quelques secondes, puis on n'entendit plus rien, en sorte que je me dis que nos hommes avaient dû simplement se tromper. Le lendemain, il apparut que c'étaient des avions anglais qui étaient venus de Malte et qui avaient lâché des tracts en serbe, une adresse au peuple serbe pour l'anniversaire du 27 mars (5), à travers le Monténégro, le Sandjak

(5) Le 27 mars 1941, le peuple serbe renversa le gouvernement de trahison Tsvetkovitch-Matchek (qui deux jours auparavant, le 25 mars, avait signé à Vienne l'adhésion de la Yougoslavie au Pacte Triparti Rome-Berlin-Tokio) et annula ainsi pratiquement l'acte de Vienne.

et la Bosnie Le tract en question parlait de la lutte que menaient les Alliés, mais il n'appelait pas le peuple yougoslave à la lutte.

Mais nous ne renoncions pas à demander et à attendre de l'aide.

Le 23 avril, Tito demandait dans une dépêche :

« Pouvons-nous espérer pour bientôt des armes et des munitions ? »

Et voici la réponse qu'il reçut :

« Comme nous vous l'avons déjà communiqué précédemment, et pour des raisons que vous comprenez, vous ne pouvez malheureusement pas compter recevoir d'ici, dans un délai rapproché, des munitions et des armes automatiques. La principale cause est l'impossibilité du transport. C'est pourquoi il est nécessaire que vous exploitez au maximum et le plus rationnellement possible toutes les possibilités existantes, et parmi elles, même les moindres et même les plus difficiles possibilités de vous réapprovisionner vous-mêmes sur place. De la sorte, sans égard aux pires difficultés, il faut continuer et développer la guerre de libération, tenir et repousser les coups de l'ennemi, jusqu'à ce qu'il ne sera devenu possible... Démasquer devant le peuple les actes de trahison des tchetniks — concrètement, documents en main et de façon convaincante — est certes une chose nécessaire, mais dans le moment présent il serait politiquement utile de le faire dans un appel général au gouvernement yougoslave, en soulignant que les patriotes yougoslaves qui

se battent attendent à bon droit de lui un soutien pour les combattants serbes, croates, monténégrins et slovènes qui agissent, dans le pays ou à l'étranger, sur la plate-forme politique nationale de la lutte de l'armée de Partisans de la libération nationale.

« Nous vous prions de réfléchir à ces conseils que nous vous donnons, et de nous communiquer vos observations, ainsi que les mesures concrètes que vous prenez dans ce sens. »

Ainsi l'on nous parlait d'impossibilités techniques comme principale cause du non-envoi de l'aide. Mais en même temps on nous conseillait de nous adresser au gouvernement yougoslave de Londres et de lui demander son soutien, comme si nous n'avions pas assez expédié à Moscou de télégrammes reproduisant les documents tchetniks saisis par nous, et qui démontraient la collaboration de Draja Mihailovitch avec les occupants.

Tandis que nous ne parvenions à obtenir aucune assistance de l'Union Soviétique, les Anglais, dans notre voisinage même, parachutaient des armes aux tchetniks. C'est ainsi que Tito pouvait mander par dépêche du 13 mai à Moscou

« Des avions anglais ont envoyé aux tchetniks nos ennemis, en deux endroits, près des villages de Chtavalj et de Chtitovitsa, non loin de Biélo Polié, 37 mitrailleuses, 4 canons de campagne, beaucoup de munitions, de matériel sanitaire et d'or. Ce matériel n'est pas tombé aux mains des tchetniks, mais aux mains des Musulmans qui l'ont livré à l'occupant. »

Le 24 mai 1942, Tito mande à Moscou :

« Depuis le 20 mai je me trouve dans le secteur monténégrin du front. La situation est ici critique... Nos bataillons de Partisans sont absolument épuisés par des combats incessants, et en outre il n'y a plus de munitions. Nous sommes obligés de retirer du Monténégro la plus grande partie des bataillons pour qu'ils ne soient pas anéantis.

« Le peuple tout entier maudit le gouvernement yougoslave de Londres, qui par l'intermédiaire de Draja Mihailovitch aide l'occupant. De toutes parts les combattants et le peuple me posent la question : « Pourquoi l'Union Soviétique ne nous envoie-t-elle pas une aide ? Qu'elle envoie donc au moins des munitions et des armes automatiques ! » Nos Partisans se battent avec un héroïsme inouï. Voici un exemple : Les combattants et officiers du bataillon du Lovtchen m'ont fait dire ceci : « Dites au camarade Tito que si l'on nous envoyait deux camarades, nous les protégerions dussions-nous tous périr. » La question de l'aide est pour nous extrêmement sérieuse. *Au nom de l'Etat-major suprême je vous prie de transmettre au Commandement Suprême de l'Armée Rouge notre prière de nous donner assistance.* L'ennemi fait tout ce qu'il peut pour nous anéantir. Les vies de centaines de milliers de gens sont en danger. Nous savons que ce n'est pas possible et nous continuons la lutte sans égard à tous les sacrifices.

« Ne peut-on vraiment rien faire à Londres contre une pareille politique de trahison du gouvernement yougoslave ? »

Ce qu'était notre situation au Monténégro et en Herzégovine au moment de la Troisième Offensive,

en mai 1942, et quel était notre besoin d'armes, on le voit dans la dépêche suivante que Tito adressa à Moscou le 30 mai :

« Le 28 mai, un régiment de la division Pusteria a attaqué nos unités de Partisans dans la direction de Méliak dans le Sandjak. Les Italiens ont été repoussés avec de grosses pertes et rejetés dans la ville de Plévié. Il a été tué dans ces combats environ 60 Italiens et 25 tchetniks. Le commandement italien tâche de toutes ses forces, de même qu'au Monténégro, de transférer le pouvoir aux tchetniks, et en même temps effectue une mobilisation forcée des paysans dans les rangs des tchetniks. Les tchetniks opèrent maintenant toujours en avant des Italiens, et ils sont beaucoup plus dangereux que les Italiens, parce qu'ils connaissent le moindre sentier et nous attaquent de tous les côtés à la fois.

« Au Monténégro de violents combats ont lieu avec les tchetniks de Stanichitch-Mihailovitch et avec les Italiens. Les tchetniks attaquent en avant des Italiens, ils ont beaucoup d'armes automatiques, et les Italiens viennent en arrière avec de l'artillerie et effectuent des bombardements aériens. La bataille se déroule maintenant sous Kolachine et Grahovo. Nous avons évacué le Jabliak. Au Monténégro nous avons de grandes pertes. Nous avons dû évacuer environ 600 blessés à Piva. Grâce à la trahison des tchetniks, les Italiens ont maintenant au Monténégro des pertes réduites, car leurs camps militaires sont gardés par les tchetniks

« La radio de Londres parle souvent, dans ses émissions en langues yougoslaves, de la lutte

commune des Partisans et des tchetniks contre les occupants. C'est un monstrueux mensonge. Tous les tchetniks en Yougoslavie, et spécialement les tchetniks de Draja Mihailovitch, se battent aux côtés des occupants contre nos unités de libération nationale. Par leurs atrocités, leurs massacres et leur terreur, ils surpassent les occupants. Les détachements de tchetniks sont créés par les occupants, ce sont eux qui les arment et qui leur donnent le pouvoir. Ils sont les chiens fidèles des occupants. Nous sommes profondément convaincus que le gouvernement yougoslave de Londres est aussi mêlé à tout cela, qu'il connaît tout cela. Nous vous prions de tout faire pour que cette effroyable trahison soit démasquée et portée à la connaissance du monde entier. Ces jours-ci nous allons lancer une proclamation contre les tchetniks et contre le gouvernement yougoslave de Londres. Nous nous sommes tus jusqu'à présent, mais il faut maintenant démasquer devant le peuple cet ignoble jeu de trahison. Nous vous prions de nous faire savoir votre avis.

« En Herzégovine se déchaîne maintenant une véritable insurrection du peuple contre l'occupant. Notre armée de Partisans inflige ici d'énormes pertes aux Italiens, mais les occupants italiens déploient d'extrêmes efforts pour briser cette insurrection avec l'aide des tchetniks monténégrins. Les tchetniks de Draja Mihailovitch, conjointement avec les troupes italiennes, essaient de pénétrer du Monténégro en Herzégovine pour étouffer dans le sang cette insurrection. Nous luttons avec d'immenses difficultés. Nous avons peu de munitions, nous n'avons pas de médicaments, il faut défendre le territoire où se trouvent nos hôpitaux.

« La propagande de Londres trompe le monde par des communiqués mensongers. On aide de Londres les ennemis de la lutte de libération nationale en Yougoslavie. Mais en dépit de tout cela le moral de nos unités et du peuple est à la hauteur. Le peuple croit en la victoire de l'Union Soviétique et en notre victoire. »

**4. L'attitude du gouvernement soviétique à l'égard
du gouvernement émigré et des tchetniks.**

Au lieu d'aider notre lutte, le gouvernement soviétique, en août 1942, éleva la légation royale de Yougoslavie en U.R.S.S. au rang d'ambassade. A cette occasion, Tito envoya le 11 août la dépêche suivante à Moscou :

« L'élévation de la représentation du gouvernement yougoslave à Moscou au rang d'ambassade a produit chez tous les patriotes de Yougoslavie, et surtout dans les rangs de notre Armée, une pénible impression, surtout venant au moment où le gouvernement traître de Londres collabore avec les occupants, récompense tous les bourreaux qui se baignent dans le sang du peuple et contre lesquels nous menons actuellement une lutte à mort autant que contre l'occupant. Le gouvernement yougoslave vient justement, hier, de décorer démonstrativement et ouvertement le pope Périchtch, Djouyitch et nombre d'autres assassins tchetniks.

“ Cela augmente fortement les difficultés de notre lutte de libération nationale. Tous les éléments hésitants ou les ennemis avoués de notre lutte interprètent cela, non comme un hommage à notre lutte nationale de la part du gouvernement soviétique, mais comme la reconnaissance de la politique du gouvernement yougoslave de Londres. N'est-il pas possible de faire quelque chose pour que le gouvernement soviétique soit mieux informé du rôle de trahison du gouvernement yougoslave et des souffrances et difficultés surhumaines de notre peuple, qui se bat contre l'occupant, contre les tchetniks, contre les oustachis, etc. ? Est-ce que vous ne croyez pas à ce que nous vous répétons tous les jours ? On nous demande de tous côtés ce que cela signifie, et comment pouvons-nous l'expliquer ? Dans les rangs de nos combattants commence déjà à se faire sentir le découragement. Cela peut avoir d'effrayantes conséquences pour toute notre lutte.

“ Nous soulignons : Le gouvernement yougoslave collabore avec les Italiens ouvertement, avec les Allemands sous le manteau. Il est traître à notre peuple et à l'Union Soviétique. Nous sommes convaincus que l'Intelligence Service aide aussi cette politique... »

Le document que je viens de citer n'est que l'un parmi tous ceux qui montrent combien peu nous étions, à ce moment-là, aidés au point de vue moral, et qu'on a même commis des actes qui étaient de nature à affaiblir le moral des Yougoslaves. Que la radio de Londres fit de la propagande pour Draja Mihailovitch et lui attribuât nos victoires, nos combattants s'en indignaient, mais le supportaient à la rigueur. Mais que la radio de Moscou

elle-même fit le silence sur notre lutte et chantât les louanges de Draja Mihaïlovitch comme d'un combattant, qu'elle se refusât à rendre publics les documents qui démontraient l'attitude de trahison du gouvernement émigré, que de la part des plus hautes autorités russes, alors et longtemps encore après, furent adressées des félicitations officielles au gouvernement émigré et à Pierre Karageorgévitch, etc., il y avait vraiment là de quoi démoraliser nos combattants, et ce n'est certes pas là ce qu'on peut appeler une assistance morale.

Il vaut la peine de rappeler ici le doute ridicule de Moscou sur l'authenticité des documents tchétiniks dont nous envoions régulièrement le texte ; Moscou savait pourtant bien que, ces documents, nous nous les procurions au prix de combats sanglants avec les tchétiniks, dispersant leurs unités, capturant leurs état-majors et nous emparant de leurs archives. C'est ainsi que nous reçumes de Moscou, au commencement de septembre 1942, la dépêche suivante :

« Communiquez d'urgence un bref contenu des documents que vous avez sur le rôle de Draja Mihaïlovitch. Vérifiez bien l'authenticité de ces documents. Il peut se faire que les occupants soient particulièrement intéressés à attiser la discorde mutuelle entre les Partisans et les tchétiniks. Il n'est pas exclu que certains documents soient délibérément fabriqués par les occupants eux-mêmes. »

On peut se demander si ces doutes sur l'authenticité desdits documents étaient bien sincères

Cependant nous demandâmes, cette année-là, en août et en septembre, qu'on nous envoyât d'Angle-

terre et d'Amérique quelques personnalités anti-fascistes honnêtes pour constater là la trahison de Draja Mihailovitch ; nous offrîmes d'envoyer en Union Soviétique deux camarades pour faire un rapport politique et militaire, et d'expédier les originaux de divers documents illustrant la trahison de Mihailovitch. Et pour cela aussi nous demandions des avions, car nous avions maintenant des terrains d'atterrissement. Mais il n'y eut pas d'avions. Nous demandâmes encore que Moscou tâchât d'obtenir que tous les Alliés ensemble désignassent une commission, qui viendrait sur place enquêter sur l'état de choses en Yougoslavie et voir qui y menait réellement la lutte contre l'occupant.

Toutes ces demandes demeurèrent sans résultats. Et le 9 septembre 1942 Tito était encore obligé de demander à Moscou :

« Pourquoi la radio de Moscou, dans ses émissions en serbo-croate, ne parle-t-elle pas des atrocités des tchetniks ? Pourquoi ne fait-elle rien pour populariser notre lutte ? Nombreux sont ceux qui sont mécontents des émissions de cette radio en langue serbe. »

Ces questions n'étaient malheureusement que trop justifiées : Radio-Moscou en langue serbe ne tarissait pas de détails sur telle ou telle kolkhozienne qui avait ramassé sur un seul hectare je ne sais combien de tonnes de betteraves à sucre; mais de notre lutte, à cette époque, on n'entendait pour ainsi dire pas parler.

Et le 26 septembre, Tito était obligé de demander pourquoi la radio de la « Yougoslavie Libre », elle non plus, ne soufflait mot de Draja Mihailovitch. Il se passait en effet ceci, que cette radio, qui avait

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7

pendant un certain temps diffusé des textes de documents saisis chez les tchetniks, avait ensuite cessé pendant une assez longue période de faire la moindre mention de Draja Mihaïlovitch, bien que nous lui fissions parvenir sans interruption des documents accablants.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7

**5. La vérité sur l' « impossibilité technique »
d'envoyer des secours.**

Toutes ces indications corroboraient le pressentiment que nous avions, que les difficultés techniques ne constituaient pas la vraie raison interdisant tout envoi d'aide. Mais c'est aujourd'hui seulement que nous sommes en mesure de le confirmer en toute sûreté.

La présente brochure était déjà presque sous presse lorsqu'est arrivé entre mes mains un document provenant des archives du gouvernement yougoslave émigré, et extrait d'un dossier qui contient entre autres la correspondance échangée entre Slobodan Yovanovitch, président du gouvernement émigré, et Draja Mihaïlovitch. Ce dossier, qui était en notre possession dès l'automne 1944, s'était trouvé enfoui sous un amoncellement d'autres matériaux d'archives, d'où il n'a été extrait qu'il y a quelques jours. On y trouve, enregistrée sous le numéro XXX, une dépêche chiffrée que Slobodan Yovanovitch expé-

dia à Draja Mihaïlovitch en novembre 1942. J'en connaissais le contenu quand j'ai pris la parole le 19 mars au meeting de Belgrade (6), mais je n'ai pas voulu en faire état avant d'avoir vu l'original. Voici ce document significatif, et qui tranche une fois pour toutes cette question de l'impossibilité technique de l'envoi par l'Union Soviétique d'une aide matérielle à notre lutte armée en 1942 et 1943 :

« Strictement confidentiel. — N° 40 du
11 janvier 1943.

« Commandement Suprême. — N° 152 du
30 novembre 1942.

« Les Russes ont proposé l'envoi d'officiers supérieurs de chez eux à votre Etat-major, l'organisation d'une liaison directe avec vous, la formation d'une escadrille des vôtres en Russie pour le transport du matériel pour vous, des émissions communes de Radio. Avons repoussé la proposition. Demandons au préalable : premièrement, que soit immédiatement arrêtée la campagne par la radio et la presse contre l'armée yougoslave sous votre commandement. Deuxièmement, que les Partisans soient invités à ne pas attaquer les détachements de votre armée. Troisièmement, que les Partisans se rangent sous votre commandement. Après cela seulement on pourra causer de collaboration ultérieure. Vous informerons de la suite. — Yovanovitch.

« Pour copie conforme : O.H./M.Ch. »

(6) Il s'agit d'un discours électoral prononcé par l'auteur devant plus de 250.000 assistants.

Voilà, ce me semble, qui montre on ne peut plus clairement ce qu'il en était des difficultés techniques qui s'opposaient à l'envoi d'armes et d'équipements pour nous, en 1942. On verra par les documents qui suivront, documents datant du printemps et de l'été de 1943, du temps de la Quatrième et de la Cinquième Offensives de l'ennemi, que même pendant l'année 1943 on nous assurait de Moscou que seules des difficultés techniques empêchaient qu'on nous envoyât de l'aide. Et il en fut ainsi jusqu'en septembre 1944, quand nous fîmes notre jonction sur le Danube avec les unités de l'Armée Rouge. On verra aussi que depuis juillet 1942 nous demandions en vain que l'Union Soviétique nous envoyât une mission militaire. Or nous voyons ici que tout ce qui était impossible pour nous, était parfaitement possible et même spontanément offert pour Draja Mihailovitch, sur la trahison duquel ils étaient pourtant parfaitement informés !

Ayant lu le texte de la dépêche de Slobodan Yovanovitch, j'ai cherché dans deux registres des archives de notre ambassade à Moscou qui m'avaient été remis à l'automne de 1944 à l'occasion de mon séjour dans la capitale soviétique. Et j'y ai trouvé la pleine confirmation de la dépêche de Slobodan Yovanovitch. Je veux parler de deux dépêches de Nintchitch, ministre des affaires étrangères du gouvernement émigré de Londres, adressées à l'attaché militaire yougoslave à Moscou (plus exactement, à l'époque, à Kouibychev). Je n'ignorais pas l'existence de ces deux dépêches, mais jusqu'alors je n'en avais pas soupçonné le véritable sens, étant donné qu'il n'y est pas fait mention d'une proposition russe, et j'avais pensé qu'il ne s'agissait que de désirs du gouvernement émigré. Mais le document précédemment cité rend maintenant ces dépêches parfaitement claires. Les voici :

« Télégramme chiffré.

« Londres, 18 novembre 1942.

« Kouibychev, 19 novembre 1942.

« Pour l'attaché militaire.

« Le président du gouvernement fait savoir par son strictement confidentiel n° 958 :

« Référence à votre strictement confidentiel n° 40 :

« Il faut arrêter la campagne contre Mihailovitch avant tout accord, et alors seulement on pourra parler de collaboration. Il serait suffisant pour le moment d'inviter les Partisans à ne pas se battre contre Mihailovitch. Il serait d'une inestimable importance d'ordonner aux Partisans d'avoir, dans notre pays, à se soumettre au Commandement Suprême, qui seul peut lier ensemble tous les efforts.

« Il s'agit d'atteindre trois étapes successives :

« Mettre fin aux attaques contre Mihailovitch par la presse et par la radio ;

« Enjoindre aux Partisans de ne pas le combattre ;

« Enfin enjoindre aux Partisans de se mettre tous sous les ordres du Commandement Suprême.

« C'est après cela seulement qu'on pourrait parler de l'envoi d'officiers russes à l'Etat-major du Commandement Suprême.

« Strictement confidentiel n° 567.

« Nintchitch. »

Et voici la seconde dépêche de Nintchitch :

« Télégramme chiffré.

« Londres, 1^{er} décembre 1942.

« Kouibychev, 1^{er} décembre 1942.

« Le président du gouvernement vous adresse le télégramme suivant :

« Personnel pour l'attaché militaire.

« Aucune collaboration ne peut être envisagée tant qu'il ne sera pas mis fin à la campagne contre le général Mihailovitch, car elle bat actuellement son plein. Comme initiative préalable à toute action ultérieure la situation sur place exige la cessation de cette campagne. C'est à la réalisation des objectifs fixés dans mon télégramme strictement confidentiel n° 958 que doivent tendre tous les efforts de l'ambassadeur et de l'attaché militaire.

« Strictement confidentiel n° 579.

« Nintchitch »

A quoi l'ambassadeur Simitch répondit :

« Télégramme chiffré.

« Au ministère des Affaires étrangères,
Londres.

« Je vous prie de me tenir au courant de la campagne contre le général Mihailovitch. Ici en Russie il n'est pas possible de lire ni d'entendre quoi que ce soit contre Mihailovitch. Si

une campagne est menée dans la presse étrangère, elle n'a pas d'écho ici. Bien plus, des gens non avertis du Ministère des Affaires Etrangères d'ici parlent de Mihaïlovitch comme d'un héros national. La seule chose qui soit à remarquer ici, c'est que son nom n'est mentionné ni dans la presse, ni à la radio.

« Kouibychev, 3 décembre 1942.

« Strictement confidentiel n° 49. »

6. On demande des armes, on reçoit des conseils.

Je citerai encore un document sur nos vaines demandes de secours en 1942. C'est une dépêche de notre Etat-major suprême du 26 août 1942, alors qu'il se trouvait dans la Krayina Bosniaque :

« L'Etat-major suprême s'adresse à l'Etat-major de l'Armée Rouge et lui demande de nous aider en matériel de guerre, et surtout en armes. Il y a chez nous d'immenses possibilités de mobilisation volontaire dans notre armée des Partisans et des Volontaires. Des milliers de patriotes qui le désireraient ne peuvent être admis dans les rangs de notre armée de libération, parce que nous n'avons pas d'armes.. »

Dans une dépêche du 8 septembre, Tito mande à Moscou :

« Il nous vient chaque jour des centaines de volontaires pour notre armée, mais nous n'avons pas suffisamment d'armes. »

Bien entendu, là aussi nos prières restent sans résultat.

Et cependant Tito pouvait deux mois et demi plus tard, après une série de succès remportés par nous, mander à Moscou le 12 novembre 1942 :

« Nous avons formé jusqu'à présent huit divisions de trois brigades chacune, sur le territoire de la Bosnie, de la Croatie et de la Dalmatie. Dans les autres régions de Yougoslavie nous avons commencé à former des brigades avec les plus importants détachements de Partisans. De nombreux détachements et bataillons de Partisans avec leurs états-majors restent destinés à l'action de guérilla. Toutes les divisions sont bien armées, jusques et y compris l'artillerie. Ce sont des armes conquises de haute lutte sur les occupants »

« Ces divisions ne s'appellent plus divisions de Partisans, mais divisions de choc de l'Armée de Libération Nationale de Yougoslavie.

« Nous allons maintenant former quelque chose comme un gouvernement, qui s'appellera Comité National de Libération de Yougoslavie. Dans ce Comité seront représentées toutes les nationalités de Yougoslavie, par des gens des divers anciens partis. »

Sur quoi nous reçumes de Moscou la réponse suivante, juste avant la Première Session du Conseil Antifasciste de Libération Nationale de Yougoslavie (AVNOJ) à Bihatch :

« La création d'un Comité National de Libération de Yougoslavie est une chose très nécessaire et exceptionnellement importante. Ne manquez pas de donner à ce Comité un caractère

national, englobant toutes les nationalités, et anti-fasciste, groupant tous les partis, aussi bien par les personnalités qui le composeront que par son programme de travail. Ne considérez pas ce comité comme un gouvernement, mais comme l'organe politique de la lutte de libération nationale.

« N'allez pas l'opposer au gouvernement yougoslave de Londres. Ne soulevez pas, à l'étape présente, la question de l'abolition de la monarchie. Ne lancez pas le mot d'ordre de la République. La question du régime de la Yougoslavie, tel que vous le concevez, sera résolue après l'écrasement de la coalition germano-italienne et après la libération du pays du joug de l'occupant. »

Dans son télégramme du 29 novembre, qui a, donc, été écrit après la session de l'AVNOJ, Tito dit entre autre :

« Nous sommes d'accord avec les conseils que vous nous avez donnés dans votre télégramme, et nous agirons en conséquence. Mais je dois vous faire savoir que ce sont justement les militants civils qui ont stigmatisé le gouvernement de Londres comme traître, et avec eux aussi tout le peuple présent. Encore que nous ne considérons pas ce Comité Exécutif comme un gouvernement, il aura tout de même à connaître de toutes les questions de la vie de l'Etat et à s'occuper des besoins du front, en quoi il sera aidé par les comités de libération nationale qui se sont formés dans presque toutes les régions, en territoire libéré ou non libéré. Il n'y a pas chez nous d'autres pouvoirs que ces comités, et le pouvoir militaire pour la lutte. La session

a été convoquée par l'Etat-major suprême de l'Armée de Libération Nationale et des Départements de Partisans de Yougoslavie, qui jouit d'une immense autorité dans tout le pays. »

Dans une autre dépêche envoyée par Tito le 13 décembre 1942, on lit :

« L'article du « New-York Times » est un vulgaire tissu d'inventions... Il n'y a pas au Monténégro un seul soldat allemand, mais seulement des Italiens, avec lesquels Mihailovitch a partie liée. Ils [les tchetniks. — M.P.] ont reçu des mains des Italiens le pouvoir dans tout le Monténégro comme récompense pour avoir aidé à chasser la plus grande partie de nos Partisans du Monténégro... Tout le reste est aussi du mensonge... »

« Je vous ai déjà priés maintes fois de tout faire pour que vienne auprès de nous en Yougoslavie une commission de tous les Alliés, afin qu'elle se rende compte de la situation réelle et de la trahison de Mihailovitch. C'est véritablement une répugnante impudence que les Anglais chantent les louanges de Mihailovitch alors qu'il a mis toutes ses unités de tchetniks au service des Italiens et des Allemands, contre lesquels les Anglais et les Américains sont en guerre. Nous, en dépit de tous les sacrifices que cela exige, nous détruisons les voies ferrées pour que l'ennemi ne puisse pas envoyer de troupes et de matériel en Afrique, et les tchetniks de Mihailovitch gardent ces voies ferrées. »

Ainsi, toute l'année 1942 s'était encore passée sans que nous eussions obtenu de nulle part une aide matérielle, et nous avons vu au passage, par-dessus le marché, à quoi ressemblait aussi l'aide « morale ».

7. L'aide refusée aussi en 1943.

Or, il devait en être de l'année 1943 exactement comme de l'année 1942.

Dix jours après le commencement de la Quatrième Offensive ennemie, le 31 janvier 1943, Tito adressait à Moscou la dépêche suivante :

« Je dois vous demander de nouveau : ne vous est-il vraiment pas possible de nous fournir une aide, quelle qu'elle soit ? Des centaines de milliers de réfugiés sont menacés de mourir de faim. Est-ce qu'après vingt mois d'une lutte héroïque, presque surhumaine, il n'est pas possible de trouver un moyen de nous aider ? Il y a vingt mois que nous nous battons sans la moindre assistance matérielle de quelque côté que ce soit. Je vous assure que cet admirable peuple de Bosnie, de Lika, du Kordoun, de Dalmatie, mérite pleinement l'aide la plus étendue. Le typhus exanthématique a commencé chez nous et nous n'avons pas de médicaments, notre peuple meurt de faim mais ne mur-

mure pas. Ce peuple affamé donne à nos combattants sa dernière bouchée de pain et meurt lui-même de faim ; il donne son dernier bas, sa dernière chemise, son dernier soulier, et va lui-même dévêtu et nu-pieds en plein hiver. *Faites tout ce que vous pouvez pour nous aider* »

Cet appel-là non plus n'eut aucun résultat. La réponse que nous reçumes, le 11 février 1943, fut la suivante :

« Vous ne devez pas douter un instant que s'il y avait la plus petite possibilité de fournir une aide matérielle à votre admirable lutte héroïque, nous l'aurions fait depuis longtemps.

« Le peuple soviétique, ainsi que tous ses dirigeants, est tout entier et pleinement à votre côté, plein d'enthousiasme et de profonde sympathie fraternelle pour l'Armée de Libération Nationale.

« Nous avons (à maintes reprises ?) recherché personnellement avec Joseph Vissarionovitch [Staline] les voies et moyens de vous porter secours. Malheureusement jusqu'à présent on n'a pas réussi à résoudre avec succès ce problème, en raison d'insurmontables difficultés techniques (pour un avion ? — plusieurs mots mal déchiffrés) ...possibilité d'envoyer de l'aide.

« Dès que ces possibilités existeront, nous ferons tout ce qui est indispensable.

« Est-ce que vous pouvez en douter ?

« Je vous prie de comprendre comme il faut la situation existante et d'expliquer cela aux camarades combattants. Ne vous lambez pas, mais tendez toutes vos forces à surmonter

l'épreuve extraordinairement pénible du moment présent. *Vous accombez une grande œuvre que notre pays soviétique et tous les peuples épris de liberté n'oublieront jamais.*

« Salut fraternel à vous, et à tous les camarades nos meilleurs vœux dans cette lutte héroïque contre l'ennemi maudit. »

Nous croyons, certes, que le pays soviétique n'a pas oublié notre grande œuvre. Les dirigeants soviétiques eux non plus ne l'ont pas oubliée. Mais ils ont fait quelque chose de bien pire que d'oublier : ils calomnient aujourd'hui notre lutte de la façon la plus abjecte, et par-dessus le marché ils s'attribuent le mérite d'une aide morale et matérielle qu'ils ne nous ont pas donnée.

Le 4 mars, Tito demande dans une dépêche :

« Pouvez-vous espérer au moins une aide quelconque des Alliés ? Je vous prie de me répondre, car j'ignore combien de temps nous pourrons encore soutenir un pareil effort. Nous avons des pertes énormes, et les blessés nous gênent fortement dans nos opérations. »

A la Quatrième Offensive succéda sans désemparer la Cinquième. Dans une situation où ne peut plus grave, Tito envoie le 12 juin la dépêche suivante :

« Nous nous trouvons encore dans une situation difficile. L'ennemi s'efforce de nouveau de nous encercler. Sur le chemin de notre avance, en direction de la Bosnie centrale et orientale, l'ennemi a occupé et fortifié toutes les hauteurs, où il a posté de l'artillerie avec des mitrailleuses et de petites garnisons, tandis qu'avec le gros de

ses troupes il essaie de nous encercler et nous attaque sans répit de tous les côtés à la fois. L'ennemi subit de très grosses pertes, mais nous aussi, surtout par l'aviation. Aujourd'hui le capitaine anglais Stewart a été tué par l'aviation, et le capitaine Deakin et moi-même avons été légèrement blessés. Le capitaine Stewart était à la tête de la mission près de notre Etat-major. Les Anglais disent qu'ils ne pouvaient pas imaginer combien dure est la lutte que nous menons. Ils voient que nos unités sont le jour en combat et la nuit en marche. Elles ne dorment pas et ne mangent pas. Notre position est difficile, mais nous en sortirons, avec de gros sacrifices. L'ennemi déploie d'extrêmes efforts pour nous anéantir, mais il n'y réussira pas. Nous vous demandons votre aide dans cette épreuve qui est on ne peut plus dure. »

Même dans cette situation si angoissante, nous n'obtinmes, à part de belles paroles et des compliments, aucune aide.

Ils ne voulaient même pas envoyer auprès de nous une mission, bien que nous les eussions informés que les délégués de l'Etat-major allié du Caire étaient arrivés à la fin de mai 1942.

Le 20 juillet, Tito mandait par dépêche :

« Les Anglais nous ont envoyé jusqu'à présent sept avions avec du matériel divers, mais ce qu'ils nous envoient surtout, ce sont des missions dites de diversion. Nous sommes sur nos gardes et contrôlons ces missions.

« Nous souhaiterions vivement que l'Union Soviétique elle aussi nous envoie une mission.

Ces jours-ci doit également arriver une mission américaine. Faites-nous savoir ce que vous en pensez. »

On sait que Moscou ne nous envoya une mission qu'en février 1944. Elle fut parachutée le 22 février non loin de Bosanki Petrovats, et parvint à l'Etat-major suprême le 23 février.

8. Nous vainquons sans aide de personne.

Mais sans aide de qui que ce fût (des Russes il n'y en eut pas du tout, et des Anglais elle était encore, à cette époque, tout à fait insignifiante) nous sortîmes vainqueurs de la Cinquième Offensive, et nous fûmes encore assez forts pour pouvoir, au moment de la capitulation de l'Italie — que tous les Alliés nous laissèrent soigneusement ignorer jusqu'au moment où elle fut rendue publique — désarmer toutes les divisions italiennes sur le territoire de la Yougoslavie, et munir des centaines de milliers de nos combattants d'un bon armement.

C'est ainsi qu'à l'automne de 1943, sans assistance étrangère, par notre propre lutte, seule, notre situation était devenue telle que Tito pouvait, en apprenant qu'il allait y avoir à Moscou une réunion du ministre britannique des affaires étrangères Eden, du secrétaire d'Etat américain Cordell Hull et de Molotov, envoyer la dépêche suivante :

« A l'occasion de la préparation d'une conférence des représentants de l'U.R.S.S., de l'Angleterre et de l'Amérique, la question de la You-

goslavie va très vraisemblablement être aussi posée.

« A ce sujet je vous prie de faire connaître au gouvernement de l'U.R.S.S. ce qui suit :

« Les Conseils Antifascistes de Yougoslavie, de Croatie et de Slovénie et l'Etat-major supérieur de l'Armée de Libération Nationale et des Détachements de Partisans de Yougoslavie m'ont donné pouvoir de déclarer ce qui suit :

« 1) Nous ne reconnaissons ni le gouvernement yougoslave à l'étranger ni le roi, parce que depuis deux ans et demi, et maintenant encore, ils soutiennent le collaborateur des occupants, le traître Mihailovitch, et que, par conséquent, ils portent toute la responsabilité de cette trahison.

« 2) Nous ne permettrons pas qu'ils rentrent en Yougoslavie, car cela signifierait la guerre civile.

« 3) Nous déclarons au nom de l'énorme majorité du peuple qu'il désire une république démocratique appuyée sur les comités de libération nationale.

« 4) Le seul pouvoir légal du peuple au moment présent est celui des comités de libération nationale, avec à leur tête les Conseils Antifascistes.

« Cette déclaration sera remise à la mission anglaise auprès de notre Etat-major.

« Le général anglais nous a déjà fait savoir que le gouvernement britannique n'insistera pas beaucoup en faveur du roi et du gouvernement yougoslave émigré. »

Cette déclaration, les Russes ne la portèrent pas devant les Alliés à ladite réunion des ministres des affaires étrangères, qui se tint à Moscou du 13 au 30 octobre 1943. Mais même sans aide extérieure de quiconque, nous étions à ce moment-là conscients de notre victoire dans le pays, et nous pûmes à la fin de novembre prendre les décisions historiques de la Deuxième Session du Conseil Antifasciste de Libération Nationale de Yougoslavie (AVNOJ) à Yaïtsé. Ces décisions, on les qualifia à Moscou de coup de poignard dans le dos de l'Union Soviétique ! Et c'est seulement lorsqu'ils virent qu'elles avaient trouvé un écho favorable en Grande-Bretagne et en Amérique, que les Russes compriront qu'en les prenant nous ne leur avions porté aucun tort auprès des Alliés. C'est alors qu'eux aussi, deux mois et demi plus tard, se décidèrent à envoyer auprès de nous une mission militaire.

C'est seulement à la fin de 1943 que commença à nous parvenir une aide anglaise et américaine un peu plus substantielle : mais toujours pas d'aide russe. Il fallut attendre avril 1944 pour qu'apparaissent au-dessus du territoire yougoslave deux ou trois avions soviétiques, venus d'Ukraine, qui lâchèrent un peu de matériel ; puis, à la demande des Yougoslaves, les Russes commencèrent vers ce temps-là, avec dix appareils Dakota de la base alliée de Bari en Italie, à faire passer à l'Armée de Libération Nationale yougoslave du matériel de guerre que les Alliés occidentaux mettaient à leur disposition.

L'armement proprement russe ne nous parvint qu'en octobre 1944 et plus tard. Ce fut certes une aide importante, encore qu'il fallût la payer. Le concours apporté à la libération de Belgrade, du Banat et de la Batchka fut également une aide impor-

tante. Mais il s'agissait d'opérations indispensables pour l'Armée Rouge, et sans lesquelles elle n'aurait pas pu s'emparer de Budapest et de Vienne.

Voilà ce qu'il en est de la fable de l'aide morale et matérielle fournie par l'Union Soviétique à l'insurrection nationale en Yougoslavie.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7

Édité par « *Le Livre Yougoslave* »,
30, rue Louis-le-Grand, Paris.

Imprimé par Imprimerie Richard,
24, rue Stéphenson, Paris (18^e).

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310012-7